

Règlement (CEE) n° 2816/93 de la Commission, du 14 octobre 1993, fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut

Règlement (CEE) n° 2817/93 de la Commission, du 14 octobre 1993, fixant les prélèvements à l'importation dans le secteur du lait et des produits laitiers

Règlement (CEE) n° 2818/93 de la Commission, du 14 octobre 1993, diminuant les prix de base et d'achat des oranges, des clémentines, des mandarines et des satumas pour la campagne 1993/1994 par suite des réalignements monétaires de la campagne 1992/1993 et du dépassement du seuil d'intervention fixé pour la campagne 1992/1993

Règlement (CEE) n° 2819/93 de la Commission, du 14 octobre 1993, fixant les restitutions applicables à l'exportation des céréales, des farines et des gruaux et semoules de froment ou de seigle

Règlement (CEE) n° 2820/93 de la Commission, du 14 octobre 1993, fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle

Règlement (CEE) n° 2821/93 de la Commission, du 14 octobre 1993, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt

Ce journal officiel peut être obtenu auprès de la Direction du Moniteur belge, rue de Louvain 42, 1000 Bruxelles, ou par virement au c.c.p. n° 000-2005502-27 (Prix : 265 francs T.V.A. comprise).

Verordening (EEG) nr. 2816/93 van de Commissie van 14 oktober 1993 tot vaststelling van de invoerheffingen voor witte suiker en ruwe suiker

Verordening (EEG) nr. 2817/93 van de Commissie van 14 oktober 1993 tot vaststelling van de invoerheffingen in de sector melk en zuivelprodukten

Verordening (EEG) nr. 2818/93 van de Commissie van 14 oktober 1993 tot verlaging van de basis- en de aankopprijzen voor sinaasappelen, clementines, mandarijnen en satuma's voor het verkoopseizoen 1993/1994 in verband met de monetaire herschikkingen van het verkoopseizoen 1992/1993 en de overschrijding van de voor het verkoopseizoen 1992/1993 vastgestelde interventiedrempel

Verordening (EEG) nr. 2819/93 van de Commissie van 14 oktober 1993 tot vaststelling van de restituties bij uitvoer voor granen en meel, gries en griesmeel van tarwe of van rogge

Verordening (EEG) nr. 2820/93 van de Commissie van 14 oktober 1993 tot vaststelling van de invoerheffingen voor granen en meel, gries en griesmeel van tarwe of van rogge

Verordening (EEG) nr. 2821/93 van de Commissie van 14 oktober 1993 tot vaststelling van de premies die aan de invoerheffingen voor granen, meel en mout worden toegevoegd

Dit publikatieblad is verkrijgbaar bij de Directie van het Belgisch Staatsblad, Leuvenseweg 42, 1000 Brussel, of bij overschrijving op prk. nr. 000-2005502-27 (Prijs : 265 frank BTW inbegrepen).

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C — 27459]

16 AOUT 1993. — Circulaire relative à la mise en œuvre des commissions consultatives communales d'aménagement du territoire

1. Principe

Depuis l'entrée en vigueur du décret du 27 avril 1989, la procédure à suivre pour l'institution ou la modification des commissions consultatives communales est l'article 150 du Code wallon d'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

2. Les membres effectifs et suppléants

2.1. Nombre de membres

Une commission consultative communale est composée de dix membres effectifs au moins et de vingt membres effectifs au plus pour chacun desquels le conseil communal doit désigner un suppléant, représentant si possible, les mêmes intérêts.

Le président est désigné en sus, a le droit de vote mais n'a pas de suppléant.

Lorsque par dérogation, le président a été choisi parmi les membres, son suppléant acquiert le droit de vote. Il y a donc au maximum vingt et un votants.

2.2. Présidence

La désignation du président se fait par le conseil communal, par une décision distincte de celle désignant les membres effectifs et suppléants.

En cas d'absence du président, c'est le vice-président désigné par les modalités du règlement d'ordre intérieur qui dirige les débats.

2.3. Candidature

A l'exception des conseillers communaux ou de leurs délégués, les candidatures doivent être déposées par écrit auprès du collège des bourgmestre et échevins. Le secrétaire communal dresse une liste chronologique du dépôt des candidatures, celle-ci sera jointe au dossier lors de la désignation des membres effectifs et suppléants par le conseil communal.

2.4. Le choix des membres

Les membres sont choisis par le conseil communal au terme de l'appel public, éventuellement prorogé.

2.4.1. Les conseillers communaux ou leurs délégués

Le choix se fait par la majorité et l'opposition, en ce qui concerne les représentants de l'une et de l'autre.

2.4.2. Les autres membres

Les autres membres (effectifs et suppléants) sont choisis parmi les personnes ayant déposé leur acte de candidature dans les délais prévus lors de l'appel public.

Le conseil communal doit veiller à reprendre parmi les membres les personnes qui présentent un lien direct (social, professionnel ou autre) avec la vie locale.

Il est souhaitable que le membre suppléant assiste aux réunions de travail même si son effectif est présent, en ce cas, il n'a pas le droit de vote.

Le suppléant remplace l'effectif en cas de démission et de décès; dans ce cas, il acquiert automatiquement les prérogatives du membre effectif; le conseil communal peut dès lors le remplacer en tant que suppléant.

2.4.3. Répartition

La répartition géographique doit être équilibrée et veiller dans la mesure du possible à représenter toutes les entités géographiques de la commune.

La représentativité des centres d'intérêt économiques, sociaux et culturels, touristiques, environnementaux et des organisations professionnelles doit être assurée dans la mesure du possible.

La détermination des centres d'intérêt se fera principalement en fonction des déclarations consignées dans les actes de candidatures et subsidiairement en fonction de tous les autres éléments d'information portés à la connaissance du conseil communal.

Si une association désire être représentée, elle peut appuyer une candidature individuelle, faute de quoi le membre représentera le centre d'intérêt mais pas l'association elle-même.

2.4.4. Calcul du quart communal

Le calcul s'effectue sans tenir compte du président.

Les délégués du conseil communal sont assimilés aux conseillers communaux.

Un conseiller communal, de par sa qualité, ne peut représenter un centre d'intérêt privé; il doit obligatoirement faire partie du quart communal.

Nombre de membres	Nombres de conseillers communaux ou de leurs délégués
10	3
11	3
12	3
13	3
14	4
15	4
16	4
17	4
18	5
19	5
20	5

Si l'opposition ne désigne pas ses représentants, la commission consultative communale est valablement constituée en laissant vacants le ou les sièges qui lui reviennent.

2.4.5. Distribution secteur privé — secteur public

La volonté du législateur doit être comprise comme le désir de voir le secteur privé supérieur en nombre au secteur public. Les conseillers communaux et leurs délégués font partie du secteur public.

Vu l'intérêt pour la commune de s'entourer de plusieurs avis, il est opportun de distinguer l'avis de la commission consultative communale de ceux émis par des administrations.

Le principe étant, on ne peut participer à l'instruction d'une affaire et à son jugement.

En conséquence, tous les fonctionnaires communaux, provinciaux ou régionaux de niveau 1 appelés, dans leur cadre professionnel, à instruire ou à statuer sur des dossiers en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme et d'architecture, ne peuvent être membres de la commission consultative communale d'aménagement du territoire de la commune concernée.

De même, l'auteur du schéma de structure, tant que celui-ci n'est pas approuvé, ne peut être membre de la commission consultative communale.

Par contre, toutes les personnes visées par ces exclusions peuvent être appelées au titre d'expert par la commission consultative communale, en fonction de l'ordre du jour et avec voix consultative.

2.4.6. Remplacement et renouvellement des membres de la commission consultative communale

a) Après élection :

Le nouveau conseil communal délibère, dans les six mois de son installation, sur sa politique en matière de participation et de décentralisation.

La représentation communale doit être revue.

Le reste peut être renouvelé : dans ce cas, le renouvellement doit être complet selon les règles de l'article 150.

b) En cours de législature :

* Si le mandat d'un effectif devient vacant, son suppléant le remplace.

* En cas de vacance d'un suppléant :

— Il s'agit d'un conseiller communal : le nouveau suppléant est désigné à la prochaine séance du conseil communal.

— Il s'agit d'un autre membre :

Il existe une « réserve » de candidats : le conseil communal peut désigner une de ces personnes comme membre, si possible ayant le même centre d'intérêt.

Si pas de « réserve » : le conseil communal peut procéder à la diminution des membres de la commission consultative communale.

2.4.7. Changement du nombre de membres

Cette procédure exceptionnelle doit être justifiée par la commune, elle ne peut être acceptée qu'une seule fois par législature et pour un nombre de minime importance : 1 membre jusqu'à 15 membres, 2 membres entre 16 et 20 membres.

Une nouvelle procédure doit être entamée si le nombre de candidats « en réserve » est insuffisant.

3. Abrogation

La présente circulaire abroge celle du 23 novembre 1989.

Namur, le 16 août 1993.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,
du Logement et du Budget,

R. Collignon.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C — 27459]

16. AUGUST 1993. — Rundschreiben betreffend die Einsetzung der Gemeindlichen Beratungskommissionen für Raumordnung

1. Prinzip

Seit dem Inkrafttreten des Dekrets vom 27. April 1989 gilt Artikel 150 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe als das Verfahren, dem für die Errichtung oder die Abänderung der gemeindlichen Beratungskommissionen für Raumordnung zu folgen ist.

2. Die effektiven und stellvertretenden Mitglieder

2.1. Anzahl der Mitglieder

Eine gemeindliche Beratungskommission besteht aus wenigstens zehn effektiven Mitgliedern und aus höchstens zwanzig effektiven Mitgliedern. Für jedes effektive Mitglied soll der Gemeinderat ein stellvertretendes Mitglied bezeichnen, das möglicherweise dieselben Interessen vertritt.

Der Vorsitzende wird noch dazu bezeichnet, hat das Wahlrecht aber hat kein stellvertretendes Mitglied.

Wenn der Vorsitzende in Abweichung unter den Mitgliedern bezeichnet wird, bekommt sein Stellvertreter das Wahlrecht. Dann gibt es höchstens einundzwanzig Wähler.

2.2. Vorsitz

Die Bezeichnung des Vorsitzenden wird vom Gemeinderat durch einen verschiedenen Beschluß von demjenigen zur Bezeichnung der effektiven und stellvertretenden Mitglieder gemacht.

In Abwesenheit des Vorsitzenden werden die Debatten vom durch die Modalitäten der allgemeinen Dienstordnung bezeichneten stellvertretenden Vorsitzenden geführt.

2.3. Bewerbung

Mit Ausnahme der Mitglieder, die aus dem Gemeinderat stammen, oder ihrer Vertreter müssen die Bewerbungen dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium schriftlich abgegeben werden. Der Gemeindesekretär legt eine chronologische Liste der Abgabe der Bewerbungen an. Bei der Bezeichnung der effektiven und stellvertretenden Mitglieder durch den Gemeinderat wird diese Liste der Akte beigefügt.

2.4. Die Wahl der Mitglieder

Die Mitglieder werden durch den Gemeinderat nach einem gegebenenfalls verlängerten öffentlichen Aufruf zum Einreichen von Bewerbungen bezeichnet.

2.4.1. Die Gemeinderatsmitglieder oder ihre Vertreter

Die Wahl erfolgt durch die Mehrheit und die Opposition, was ihre jeweiligen Vertreter betrifft.

2.4.2. Die anderen Mitglieder

Die anderen (effektiven und stellvertretenden) Mitglieder werden unter den Personen, die ihr Bewerbungsschreiben innerhalb der beim Aufruf zum Einreichen von Bewerbungen vorgesehenen Friste abgegeben haben, bezeichnet.

Der Gemeinderat soll dafür sorgen, die Personen, die mit dem örtlichen (sozialen, beruflichen oder anderen) Leben verbunden sind, unter die Mitglieder anzunehmen.

Es wäre zu wünschen, daß das stellvertretende Mitglied den Arbeitstagen beiwohnt, auch wenn das entsprechende effektive Mitglied anwesend ist. In diesem Fall hat es kein Wahlrecht.

Das stellvertretende Mitglied vertritt das effektive Mitglied im Kündigung- oder Todesfalle. In diesen Fällen bekommt es automatisch die Vorrechte des effektiven Mitglieds. Dann kann der Gemeinderat ihn als stellvertretendes Mitglied ersetzen.

2.4.3. Verteilung

Die geographische Verteilung muß ausgewogen sein und dafür sorgen, daß, soweit es möglich ist, alle geographischen Gebilde der Gemeinde vertreten werden.

Der repräsentative Charakter der Gruppen mit wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen, touristischen, umweltbezogenen Interessen sowie der Berufsverbände soll nach Möglichkeit versichert werden.

Die Bestimmung der Gruppen von Interessen wird hauptsächlich nach den in den Bewerbungsschreiben vermerkten Erklärungen und ersatzweise nach den gesamten zur Kenntnis des Gemeinderates gebrachten Mitteilungselementen erfolgen.

Wenn ein Verband wünscht, vertreten zu werden, kann er eine individuelle Bewerbung unterstützen, sonst vertritt das Mitglied die Gruppe aber nicht den Verein selbst.

2.4.4. Berechnung des die Gemeinde vertretenden Viertels

Die Berechnung erfolgt, ohne den Vorsitzenden in Betracht zu nehmen.

Die Vertreter des Gemeinderates werden den Gemeinderatsmitgliedern gleichgestellt.

Ein Gemeinderatsmitglied darf von seiner Eigenschaft aus eine private Gruppe nicht vertreten; er soll unbedingt zum die Gemeinde vertretenden Viertel gehören.

Anzahl der Mitglieder	Anzahl der Gemeinderatsmitglieder oder ihrer Vertreter
—	—
10	3
11	3
12	3
13	3
14	4
15	4
16	4
17	4
18	5
19	5
20	5

Wenn die Opposition ihre Vertreter nicht bezeichnet, wird die gemeindliche Beratungskommission für Raumordnung rechtsgültig eingesetzt, auch wenn der bzw. die ihr zustehenden Stellen frei bleiben.

2.4.5. Verteilung unter das Privatsektor/öffentliche Sektor

Die Wille des Gesetzgebers soll als den Wunsch begriffen werden, daß das Privatsektor dem öffentlichen Sektor zahlenmäßig überlegen sein soll. Die Gemeinderatsmitglieder und ihre Vertreter gehören zum öffentlichen Sektor.

In Anbetracht des Nutzens für die Gemeinde, mehrere Gutachten zu versammeln, ist es angebracht, das Gutachten der gemeindlichen Beratungskommission für Raumordnung von den Gutachten der Verwaltung zu unterscheiden.

Deshalb dürfen die gesamten gemeindlichen, provinziellen oder regionalen Beamten der Stufe 1, die in ihrem beruflichen Rahmen die Akten in Sachen Raumordnung, Städtebau und Architektur untersuchen und darüber entscheiden sollen, keine Mitglieder der gemeindlichen Beratungskommission für Raumordnung der betroffenen Gemeinde sein.

Der Verfasser des Strukturplans darf ebenfalls kein Mitglied der gemeindlichen Beratungskommission für Raumordnung sein, solange dieser Plan nicht genehmigt ist.

Im Gegenteil dürfen die gesamten durch diese Ausnahmen betroffenen Personen von der gemeindlichen Beratungskommission für Raumordnung als Sachverständiger unter Berücksichtigung der Tagesordnung und mit beratender Stimme angerufen werden.

2.4.6. Ersetzung und Erneuerung der Mitglieder der gemeindlichen Beratungskommission für Raumordnung

a) Nach der Wahl :

Der neue Gemeinderat beschließt innerhalb von sechs Monaten nach seiner Einsetzung über seine Politik in Sachen Beteiligung und Dezentralisierung.

Die gemeindliche Vertretung soll angepaßt werden.

Das Übriggebliebene kann erneuert werden. In diesem Fall muß die Erneuerung nach den Regeln von Artikel 150 vollständig sein.

b) Im Laufe der Legislaturperiode :

* Wenn das Mandat eines effektiven Mitglieds frei wird, wird dieser von seinem stellvertretenden Mitglied ersetzt.

* Wenn das Mandat eines stellvertretenden Mitglieds frei wird :

— Wenn es sich um ein Gemeinderatsmitglied handelt, wird das neue stellvertretende Mitglied bei der nächsten Sitzung des Gemeinderates bezeichnet.

— Wenn es sich um ein anderes Mitglied handelt :

* Eine « Reserve » von Bewerbern ist vorhanden. Dann kann der Gemeinderat eine dieser Personen möglicherweise mit derselben Interesse als Mitglied bezeichnen,

* Es gibt keine « Reserve » : der Gemeinderat kann die Verminderung der Anzahl von Mitgliedern der gemeindlichen Beratungskommission für Raumordnung vornehmen.

2.4.7. Abänderung der Anzahl von Mitgliedern

Dieses außergewöhnliche Verfahren soll von der Gemeinde rechtfertigt werden. Es darf nur einmal im Laufe einer Legislaturperiode und für eine geringe Anzahl (1 Mitglied bis 15 Mitglieder, 2 Mitglieder zwischen 16 und 20 Mitgliedern) angenommen werden.

Ein neues Verfahren muß vorgenommen werden, wenn die Anzahl von Bewerbern in der « Reserve » ungenügend ist.

3. Aufhebung

Das vorliegende Rundschreiben hebt das vom 23. November 1989 auf.

Namur, den 16. August 1993.

Der Minister der Raumordnung,
der Wohnungswesens und der Haushalts,

R. Collignon.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

C — 27459]

16 AUGUSTUS 1993. — Omzendbrief betreffende de totstandbrenging van de gemeentelijke commissies van advies voor de ruimtelijke ordening

1. Grondstelling

Sinds de inwerkingtreding van het decreet van 27 april 1989 valt de te volgen procedure voor de instelling of de wijziging van de gemeentelijke commissies voor ruimtelijke ordening onder artikel 150 van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium.

2. Gewone en plaatsvervangende leden

2.1. Aantal leden

Een gemeentelijke commissie van advies bestaat uit minimum tien en maximum twintig gewone leden. De gemeenteraad moet voor ieder van hen één plaatsvervanger aanduiden die zo mogelijk dezelfde belangen behartigt.

De voorzitter wordt eveneens aangeduid. Hij is stemgerechtigd maar heeft geen plaatsvervanger.

Indien de voorzitter, in afwijking hiervan, onder de leden wordt gekozen, wordt zijn plaatsvervanger stemgerechtigd. Er zijn dus maximum éérentwintig stemgerechtigde personen.

2.2. Voorzitterschap

De voorzitter wordt door de gemeenteraad gekozen via een andere beslissing dan degene waarbij de gewone en plaatsvervangende leden aangewezen worden.

Bij afwezigheid van de voorzitter worden de debatten geleid door de ondervoorzitter die aangewezen wordt aan de hand van de modaliteiten van het reglement van inwendige orde.

2.3. Kandidaatstelling

Afgezien van de gemeenteraadsleden of hun afgevaardigden moeten de sollicitaties schriftelijk ingediend worden bij het college van burgemeester en schepenen. De gemeentesecretaris maakt een chronologische lijst op van de ingediende sollicitaties, die bij de aanwijzing van de gewone en plaatsvervangende leden door de gemeenteraad bij het dossier gevoegd wordt.

2.4. Keuze van de leden

De leden worden na afloop van de eventueel verlengde openbare oproep door de gemeenteraad gekozen.

2.4.1. De gemeenteraadsleden of hun afgevaardigden

De meerderheid en de oppositie kiezen hun respectievelijke vertegenwoordigers.

2.4.2. De andere leden

De andere (gewone en plaatsvervangende) leden worden gekozen onder de personen die hun sollicitatie binnen de bij de openbare oproep bepaalde termijn hebben ingediend.

De gemeenteraad moet ervoor zorgen dat de leden een rechtstreekse (maatschappelijke, professionele of andere) band met de plaatselijke samenleving hebben.

Zelfs als het gewone lid aanwezig is, is het wenselijk dat zijn plaatsvervanger de werkvergaderingen bijwoont. In dat geval is deze laatste niet stemgerechtigd.

De plaatsvervanger vervangt het gewone lid dat aftreedt of overleden is. Daar hij in beide gevallen automatisch de voorrechten van het gewone lid verkrijgt, mag de gemeenteraad hem als plaatsvervangend lid vervangen.

2.4.3. Verspreiding

De geografische verspreiding moet evenwichtig zijn en voor zover mogelijk zorgen voor de vertegenwoordiging van alle geografische entiteiten van de gemeente.

De economische, socio-culturele, toeristische en milieubelangengroepen alsmede de beroepsorganisaties moeten zo goed mogelijk vertegenwoordigd zijn.

De belangengroepen worden hoofdzakelijk bepaald aan de hand van de in de sollicitaties opgenomen verklaringen en subsidiair aan de hand van elke andere informatie die ter kennis van de gemeenteraad wordt gebracht.

De vereniging die vertegenwoordigd wenst te worden, mag een afzonderlijke kandidatuur steunen; zo niet zal het lid de belangengroep en niet de vereniging vertegenwoordigen.

2.4.4. Berekening van het gemeentevierde

De voorzitter komt niet in aanmerking voor de berekening.

De afgevaardigden van de gemeenteraad worden met de gemeenteraadsleden gelijkgesteld. Omwille van zijn hoedanigheid mag een gemeenteraadslid geen privébelangen behartigen; hij maakt verplicht deel uit van het gemeentevierde.

Aantal leden	Aantal gemeenteraadsleden of afgevaardigden
10	3
11	3
12	3
13	3
14	4
15	4
16	4
17	4
18	5
19	5
20	5

Indien de oppositie haar vertegenwoordigers niet aanwijst, is de gemeentelijke commissie van advies geldig samengesteld door de haar toekomstige zetel(s) vacant te laten.

2.4.5. Verdeling privésector — openbare sector

De wetgever wenst dat het aantal leden uit de privésector het aantal leden uit de openbare sector overschrijdt. De gemeenteraadsleden en hun afgevaardigden maken deel uit van de openbare sector.

Aangezien de gemeente er belang bij heeft om verschillende adviezen in te winnen, is het opportuun het advies van de gemeentelijke commissie van advies te onderscheiden van adviezen die door de openbare sector uitgebracht worden.

Gelet op dit principe mag men niet tegelijkertijd deelnemen aan de behandeling en berechting van een zaak. De gemeentelijke, provinciale of gewestelijke ambtenaren van niveau 1 die in het kader van hun beroep dossiers inzake ruimtelijke ordening, stedenbouw en architectuur moeten behandelen of over beslissen, mogen bijgevolg geen lid zijn van de gemeentelijke commissie voor ruimtelijke ordening van de betrokken gemeente.

Zolang het streekplan van aanleg niet goedgekeurd is, mag de ontwerper ervan evenmin lid zijn van de gemeentelijke commissie van advies.

Daarentegen kan eenieder op wie die uitsluitingen van toepassing zijn, naar gelang van de dagorde en met raadgevende stem, als deskundige door de « gemeentelijke commissie van advies » uitgenodigd worden.

2.4.6. Vervanging en vernieuwing van de leden van de gemeentelijke commissie van advies

a) Na verkiezing :

De nieuwe gemeenteraad beslist binnen zes maanden na zijn installatie over zijn beleid inzake deelneming en decentralisatie.

De gemeentelijke vertegenwoordiging moet herzien worden.

De rest mag vernieuwd worden : in dat geval moet de vernieuwing overeenkomstig de regels van artikel 150 geheel verwezenlijkt zijn.

b) Tijdens de legislatuur :

* Indien het mandaat van een gewoon lid openstaat, wordt het door zijn plaatsvervanger ingenomen.

* Indien het mandaat van een plaatsvervangend lid openstaat :

— Gaat het om een gemeenteraadslid : de nieuwe plaatsvervanger wordt op de volgende zitting van de gemeenteraad aangewezen.

— Gaat het om een ander lid :

* Als er een « kandidatenreserve » bestaat, kan de gemeenteraad één van deze personen als lid aanduiden, die zo mogelijk dezelfde belangengroep behartigt.

* Als er geen « reserve » bestaat, kan de gemeenteraad het aantal leden van de gemeentelijke commissie van advies verminderen.

2.4.7. Wijziging van het aantal leden

Deze uitzonderlijke procedure moet door de gemeente gerechtvaardigd worden. Ze mag slechts éénmaal per legislatuur en voor een gering aantal leden toegepast worden : 1 lid voor maximum 15 leden, 2 leden voor 16 à 20 leden.

Een nieuwe procedure moet ingesteld worden indien het aantal kandidaten « in de reserve » ontoereikend is.

3. Opheffing

Deze omzendbrief heft de omzendbrief van 23 november 1989 op.

Namen, 16 augustus 1993.

De Minister van Ruimtelijke Ordening,
Huisvesting en Begroting,
R. Collignon.

[C — 27450]

26 AVRIL 1993. — Circulaire ministérielle relative aux critères d'insalubrité des logements situés en Région wallonne. — Errata

Il faut lire, comme suit, le texte français du point C.3., 2°, de l'annexe de la circulaire susmentionnée publié dans le *Moniteur belge* du 30 juin 1993, à la page 15744 :

« ... : $2H + G > 50$ cm, tout en respectant la condition : $H < G$, ... ».

Le texte allemand du même point, publié à la page 15748, doit se lire :

« ... : $2H + G > 50$ cm, und gleichzeitig folgende Bedingung erfüllen : $H < G$, ... ».

Le texte néerlandais du point susvisé, publié à la page 15750, se lira :

« ... : $2H + G > 50$ cm, mits inachtneming van volgende voorwaarde : $H < G$, ... ».

ÜBERSETZUNG

26. APRIL 1993. — Ministerielles Rundschreiben über die Kriterien der gesundheitlichen Unzutraglichkeit der in der Wallonischen Region gelegenen Wohnungen. — Errata

Die französische Fassung des Punktes C.3. 2° der Anlage des im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Juni 1993, Seite 15744, veröffentlichten vorerwähnten Rundschreibens soll wie folgt gelesen werden :

« ... : $2H + G > 50$ cm, tout en respectant la condition : $H < G$, ... ».

Die deutsche Fassung des Seite 15748 veröffentlichten gleichen Punktes soll wie folgt gelesen werden :

« ... : $2H + G > 50$ cm, und gleichzeitig folgende Bedingung erfüllen : $H < G$, ... ».

Die niederländische Fassung des Seite 15750 veröffentlichten gleichen Punktes soll wie folgt gelesen werden :

« ... : $2H + G > 50$ cm, mits inachtneming van volgende voorwaarde : $H < G$, ... ».

VERTALING

26 APRIL 1993. — Ministeriële omzendbrief betreffende de ongezondheidscriteria van de in het Waalse Gewest gelegen woningen. — Errata

De Franse tekst van punt C.3., 2°, van de bijlage bij voornoemde omzendbrief, bekendgemaakt op blz. 15744 van het *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1993, dient gelezen te worden als volgt :

« ... : $2H + G > 50$ cm, tout en respectant la condition : $H < G$, ... ».

De Duitse tekst van hetzelfde punt, bekendgemaakt op blz. 15748, dient gelezen te worden als volgt :

« ... : $2H + G > 50$ cm, und gleichzeitig folgende Bedingung erfüllen : $H < G$, ... ».

De Nederlandse tekst van voornoemd punt, bekendgemaakt op blz. 15750, dient gelezen te worden als volgt :

« ... : $2H + G > 50$ cm, mits inachtneming van volgende voorwaarde : $H < G$, ... ».